

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
10 février 2009  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale  
Soixante-troisième session  
Point 109 de l'ordre du jour  
Application des résolutions de l'Organisation  
des Nations Unies**

**Conseil de sécurité  
Soixante-quatrième année**

**Lettre datée du 6 février 2009, adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de la Grèce auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Tout au long des 15 dernières années durant lesquelles le problème du nom de l'ex-République yougoslave de Macédoine est demeuré non résolu, et malgré les efforts qui, à l'échelle internationale et bilatérale, ont été déployés dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, la Grèce n'a cessé de pâtir du comportement de l'ex-République yougoslave de Macédoine qui est contraire à l'esprit et à la lettre de l'Accord intérimaire que ce dernier pays a conclu avec elle le 13 septembre 1995. Cette attitude n'est pas conforme aux résolutions 817 (1993) et 845 (1993) du Conseil de sécurité et est incompatible avec les principes généraux du droit international consacrés par la Charte des Nations Unies. Elle nuit aux relations de bon voisinage entre les deux pays ainsi qu'à l'instauration du climat de confiance mutuelle nécessaire au progrès des négociations en cours sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.

Bien que la Grèce ait dénoncé à maintes reprises, sur le plan tant bilatéral qu'international, le comportement du Gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine, ses efforts sont restés vains, l'ex-République yougoslave de Macédoine n'ayant toujours pas mis fin à ses agissements illicites, ni pris de mesures pour y remédier.

On trouvera ci-après quelques exemples très récents des politiques provocatrices et agressives auxquelles l'ex-République yougoslave de Macédoine n'a toujours pas renoncé :

La décision publiée dans le Journal officiel du Gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine (vol. 164), le 29 décembre 2008, tendant à donner au corridor paneuropéen X qui traverse le territoire de l'ex-République yougoslave de Macédoine le nom d'Alexandre le Grand, considéré dans le monde entier comme personnage historique de l'Antiquité grecque. L'on notera que le projet de corridor a été partiellement financé par la Grèce qui avait promis de verser une somme de 50 millions d'euros à titre de contribution au développement



économique, non seulement de l'ex-République yougoslave de Macédoine mais aussi de toute la région de l'Europe du Sud-Est.

La décision de donner au principal stade de Skopje le nom de Philippe II de Macédoine, père d'Alexandre le Grand.

L'utilisation du « Soleil de Vergine » comme symbole de l'ex-République yougoslave de Macédoine, dans les messages télévisés financés par le Gouvernement de ce pays et diffusés par les médias nationaux et internationaux, alors qu'au paragraphe 2 de l'article 7 de l'Accord intérimaire, il est expressément interdit à l'ex-République yougoslave de Macédoine d'utiliser ce symbole de quelque façon que ce soit.

La Grèce a protesté officiellement contre ces mesures auprès des autorités de l'ex-République yougoslave de Macédoine, en demandant que celle-ci prenne les mesures voulues pour y remédier.

En dépit de tout qui précède, la Grèce demeure foncièrement résolue à aboutir rapidement à une solution mutuellement convenue du problème des noms, et ce, dans le souci de maintenir des relations pacifiques et de bon voisinage, conformément aux résolutions 817 (1993) et 845 (1993) du Conseil de sécurité, tout en se conformant scrupuleusement aux dispositions de l'Accord intérimaire.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 109 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) John **Mourikis**

---